

« Il n’y a pas d’autre richesse que la vie »

La société française, le monde... Nous sommes tous confrontés, comme souvent depuis l’origine de l’humanité, à une épidémie de coronavirus qui met en danger la vie sur la planète. Les progrès de la médecine nous aident à comprendre, à lutter, mais il n’est pas d’autre remède pour le moment que d’essayer de résister par le confinement et la solidarité. Saurons-nous tirer de ce drame collectif des réflexions propices à la construction d’un avenir meilleur pour tous ?



Au CHU de Nantes, prise en charge de patients pour le dépistage du Coronavirus Covid-19, au service de réanimation. | FRANCK DUBRAY / OUEST FRANCE

Dans les circonstances actuelles, il y a presque unanimité pour approuver cette expression de John Ruskin, l’inspirateur de Gandhi, il n’y a pas d’autre richesse que la vie. Il nous faut semble-t-il ces moments où la vie est menacée, pour nous rendre compte combien c’est la seule chose que nous ayons en partage et combien nous souhaitons pouvoir apprécier et prolonger ces moments de convivialité.

Notre président l’a proclamé en effet, la santé, la vie n’a pas de prix et on ne saurait soumettre les services de santé, disons ce qui sert la vie, aux mécanismes du marché. Ainsi, le nouveau management public n’a pas sa place à l’hôpital et il va falloir réviser cela. Les règles budgétaires sacro-saintes, et l’ensemble de nos règles doivent être au service de nos vies et non pas les asservir. Quoiqu’il en coûte, cela a été promis.

Au-delà de ces circonstances conjoncturelles de quelques mois, continuerons-nous par la suite à privilégier la vie sur les intérêts économiques et la croissance inégale ? C'est-à-dire éloignerons nous la menace structurelle triple qui nous emmène à la catastrophe à moyen et long terme ?

Une leçon pour demain ?

Qui commande la production ? L'économie réelle est passée sous le contrôle de la finance qui exige pour s'investir des taux de rendement de 15 % ou sinon se place sur des marchés financiers légaux ou/et paradisiaques. Remettrons-nous l'économie en ordre de marche pour répondre à nos réels besoins ? Les taux de rendements attendus ne peuvent être supérieurs au taux de croissance de l'économie mondiale. Une production guidée par la finance n'est pas guidée par la vie.

Qu'allons-nous produire ? Lorsque sont arrêtées toutes les activités non indispensables à la vie, on s'aperçoit que bon nombre d'activités sont des activités pour elles-mêmes. Bruno Le Maire nous a affirmé que nous n'avons pas besoin de dizaines de choix de type de pâtes alimentaires pour pouvoir nous nourrir. On pourrait de même considérer que pour faire du sport on peut avoir un peu plus de choix que dans le passé entre tennis, baskets, crampons, mais que les innovations perpétuelles des grandes marques et les dizaines de mètres de type de running, etc. n'apportent guère à notre vie. Elles correspondent à des pseudo-innovations et des incitations à changer d'équipement alors que dans le monde des centaines de millions de personnes marchent pieds nus ou sont très mal chaussées. Des besoins créés plus que révélés ou guidés par la publicité ne sont pas des besoins correspondant à ceux de notre vie commune.

Des échanges internationaux de coopération, pas de concurrence

Et puis comment allons-nous produire ? Les circonstances présentes montrent toute l'importance de produire en priorité localement pour les besoins locaux – en particulier tout ce qui est indispensable à la vie et à la santé – et la nécessité d'organiser des échanges internationaux de coopération et non pas de concurrence. Une coopération qui doit aider vraiment les pays qui peinent à assurer la vie de leur population. Et, au-delà, de penser à produire dans des quantités raisonnables, pour les raisons évoquées précédemment et plus encore pour maintenir notre planète habitable, vivable. Il est plus que grand temps de prendre des mesures fortes pour ralentir notre impact sur le réchauffement climatique, pour diminuer la pollution qui nuit à notre santé, pour éviter d'épuiser les ressources de la planète. Et de programmer l'élimination des processus de production dont l'interruption accidentelle ou malveillante ferait des milliers de morts ou plus. C'est-à-dire protéger au mieux les installations dangereuses, supprimer celles dont on ne peut réellement se protéger comme les installations nucléaires.

(*) Vice-président de l'association des convivialistes, professeur émérite à l'université de Rennes.